

Elus et dettes publiques :

Entre lâcheté et obscurantisme

Nos efforts pour mettre nos élus devant leur responsabilités et attirer leur attention sur l'ampleur des dégâts provoqués par les dettes de la ville de Mulhouse et de la M2A, ne produisent pour l'instant que des effets limités.

Quand, le 21 juin, on a cherché à entrer en contact sur un parking avec des parents d'élèves - convoqués pour une inscription concernant la «réforme» dite «des nouveaux rythmes scolaires» - afin de les informer des graves conséquences, pour leurs enfants, de la situation budgétaire de la Ville, des conseillères municipales mulhousiennes, dont l'adjointe aux affaires scolaires, n'ont pas trouvé mieux que de faire appeler la Police Nationale pour nous déloger !

Il est vrai que la Police en savait au moins autant sur le fond du problème que l'une des deux élues... Ni l'une ni l'autre, en tout cas, n'ont signé [la pétition qu'on leur proposait](#), pour les inviter à choisir clairement entre les jeunes de leur commune et les rapaces de la finance ; consciemment ou non, elles ont fait leur choix. Pour l'adjointe aux affaires scolaires, la meilleure manière de traiter le problème est de se dérober en le confiant aux « forces de l'ordre » !

A l'une ou l'autre exception près, l'attitude des autres élus n'est guère plus glorieuse.

L'adjoint aux finances, clamant sa volonté de transparence, se dérobe quand [on lui pose des questions sur les dettes de la Ville](#) et qu'on demande l'accès à certains dossiers.

Si le sénateur J. M BOCKEL a osé voter contre un scandaleux projet gouvernemental d'amnistie des banques qui ont arnaqué les collectivités locales en leur fourguant des prêts toxiques, [il n'en parle guère. Par timidité ?!](#)

D'après la presse, le 20 juin, lors du conseil municipal de désignation des « grands (!) électeurs », qui eux-mêmes devront désigner les nouveaux sénateurs en septembre, l'ambiance était presque « guillerette ». Etait-ce l'euphorie des inconscients ? Les inconscients sont-ils plus nombreux au conseil municipal de Mulhouse que les cyniques, qui avaient eux aussi l'occasion de se réjouir, en se disant que la plupart [des contribuables vont ignorer que le Sénat a voté une loi qui contraindra les communes](#) à payer près de 23 milliards d'euros aux escrocs de la finance !?

Inconscients ou cyniques, ils se retrouveront pour s'aplatir devant les banquiers et pour appeler la Police si ceux d'en bas commencent à protester.

Même si elle est appelée en renfort, la Police Nationale n'est pas (encore) en capacité d'empêcher celles et ceux qui veulent s'informer sur cette affaire – et sur les dettes publiques en général – de se rendre sur le site www.acontrecourant.org catégorie « dette publique » (on y trouve aussi un lien qui conduit à la pétition signalée ci-dessus).

Car s'informer reste un des rares moyens de ne pas tomber dans l'obscurantisme béat ou répressif, voire d'extrême-droite.

Communiqué du **Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques**
(CP68)

QUE PENSEZ-
VOUS DE LA
DETTE DE
MULHOUSE ?

JE N'AI PAS ÉTÉ
ÉLU POUR PENSER !

CONSEIL
MUNICIPAL

DÉDÉ

